



# DÉSINTOXIQUONS NOTRE SANTÉ DE L'EMPRISE DES LOBBYS

Pour une autre politique du médicament en France et en Europe

Colloque à l'Assemblée nationale



**jeudi 22 Octobre de 9h à 13h**

Salle COLBERT

**Organisé par  
Jean-Louis ROUMÉGAS  
et Michèle RIVASI  
en présence de la  
ministre de la Santé  
Marisol TOURAINE  
sous réserve-**

**9h-9h15 :** accueil, Jean-Louis Roumégas (député) et Michèle Rivasi (députée européenne)

**9h15-10h15 :** état des lieux de la sur-prescription et de la sur-facturation médicamenteuse en France et l'épidémie des conflits d'intérêts dans le domaine de la santé .

**10h30-11h30 :** les pistes pour baisser le prix du médicament et éviter les conflits d'intérêts : la nécessaire réforme de la filière du médicament .

**11h45-12h45 :** débat pluraliste avec les groupes politiques

**12h45-13h :** conclusion, Jean-Louis Roumégas (député) et Michèle Rivasi (députée européenne)

**Avec aussi** Gérard BAPT (député PS), Geoffrey BEGON (porte-parole de l'Alliance des Maladies Environnementales Émergentes – AM2E), Marie-Odile BERTELLA-GEFFROY (ex-magistrate, responsable du Pôle santé du TGI de Paris, avocate spécialisée dans les questions sanitaires), Thierry BODIN (chercheur et syndicaliste, CGT Sanofi), Anne CHALLIEU (experte de la lutte anti-corruption en matière de santé publique), François CHAST (chef du service de pharmacie de l'Hôpital Cochin) – sous réserve, Laurence COHEN (sénatrice Front de gauche), Philippe EVEN (professeur de médecine, président de l'Institut Necker), Irène FRACHON (pneumologue, lanceuse d'alerte du scandale du Médiateur), Romain ICARD (réalisateur du film documentaire

*Médicaments sous influence*), Marc KAGANSKI (appel des 39 psychiatres, psychanalystes), Gaëlle KRİKORIAN (spécialiste des questions de propriété intellectuelle), Didier LAMBERT (président de l'association E3M), Olivier MAGUET (ONG Médecins du Monde), Claude MALHURET (sénateur UMP, ex secrétaire d'État), Serge RADER (pharmacien, lanceur d'alerte), Quentin RAVELLI (sociologue, auteur de *La Stratégie de la bactérie*), Olivier SAINT-JEAN (professeur, chef du service de gériatrie de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière), Séverine TESSIER (présidente de l'association Anticor), unE représentantE du collectif Générations Cobayes, unE représentantE du LEEM, un magistrat italien de l'opération Mains propres (santé), un responsable de la DG Santé de la Commission européenne...

**Fiche d'inscription** (pré-inscription obligatoire pour entrer à l'Assemblée Nationale)

**NOM :** ..... **PRÉNOM :** .....

**DATE ET LIEU DE NAISSANCE :** .....

À renvoyer avant le 16 octobre à : [Colloquemedoc22oct@gmail.com](mailto:Colloquemedoc22oct@gmail.com) (entrée par le 126 rue de l'Université, Métro Invalides ou Assemblée Nationale, **se munir d'une pièce d'identité**)

## Chaque année en Europe on recense 200 000 morts liés à des accidents médicamenteux



En France, le chiffre est de 20 000 morts par an, identifiés officiellement par notre système de pharmacovigilance. Cela représente plus de victimes que les victimes des accidents de la route.

Le médicament est aujourd'hui sur la sellette avec la multiplication des scandales ayant causé des milliers de morts ces dernières années : le Médiator (plus de 1300 morts), le Vioxx (au moins 35 000 morts), les statines, de leur côté, peuvent provoquer de lourdes pathologies (myopathies, cataractes, insuffisance rénale). Ces médicaments toxiques doivent être complétés par la liste des médicaments inutiles, avancée comme tels, par Bernard Debré et Philippe Even.

Ils estiment que le marché du médicament est un grand 4/4 composé de 25% de médicaments indispensables, de 25% de médicaments parfois utiles, de 25% de médicaments seulement occasionnellement utiles et enfin de 25% de médicaments totalement inefficaces et parfois dangereux.

À cela s'ajoutent les scandaleux profits des « majors » pharmaceutiques qui n'ont rien à envier aux grands groupes pétroliers.

Le laboratoire pharmaceutique américain Pfizer a vu son bénéfice net bondir de 51% à 22 milliards de dollars en 2013. Le bénéfice net des activités de Sanofi pour 2013 se situe à 6,69 milliards d'euros (plus de 9 milliards en 2011). Les taux de profit des principaux groupes pharmaceutiques mondiaux dépassaient en 2009 fréquemment les 30 % : 35 % pour AstraZeneca, 38 % pour Bayer, 36 % pour Roche et 41 % pour Sanofi selon la Mutuelle générale des Cheminots dans son étude sur l'industrie pharmaceutique.

Or, beaucoup de médicaments sont remboursés par la Sécurité sociale qui de ce fait garantit le chiffre d'affaires des industriels de la pharmacie et les profits de ses rentiers. L'Etat

organise ainsi un détournement massif de l'argent public vers les poches des actionnaires de la Big-Pharma.

La cause principale de la **dérive financiariste du secteur pharmaceutique** avec son cortège de fusions, absorptions et autres rachats de start-up tient à la panne sèche d'innovation réelle dans ce microcosme qui se porte si bien financièrement. Dans un rapport paru en 2012, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estimait que sur les 700 nouveaux médicaments mis en vente par les « majors » pharmaceutiques sur la décennie 2001-2011, seuls 4% présentent un intérêt essentiel. Edifiant. La professeure de médecine Marcia Engel (ex rédactrice en chef de la revue *New England Journal of Medicine*) décrit d'ailleurs le secteur pharmaceutique comme un immense supermarché ne vendant que des médicaments copiers (les fameux « me-too », « moi aussi je veux ma part de marché »).

La politique du médicament est en grande partie responsable du déficit structurel de la Sécurité sociale avec des dépenses qui culminent à 34 milliards d'euros. Les baisses de prix annoncées sont dérisoires et les déremboursements sont contrebalancés par l'introduction de nouveaux faux médicaments chers et inutiles dont la plupart sont en ASMR 5 (sans aucune plus-value thérapeutique).

L'Italie offre les mêmes garanties sanitaires pour une dépense en matière de médicaments n'atteignant que 18 milliards d'euros. L'opération Mains propres initiée dans les années 90 a permis d'assainir la situation dans le domaine de la santé.

Les causes de cette inflation du coût du médicament sont connues : opacité des instances de fixation du prix ; sur-prescription médicamenteuse et sous-prescription des génériques ; foisonnement de conflits d'intérêts entre l'industrie pharmaceutique, les médecins, les politiques et haut-fonctionnaires.

Il est temps que notre République sapée par la généralisation des conflits d'intérêts et de la corruption se ressaisisse et réponde fermement au lobbying institutionnel des multinationales et à la faiblesse des moyens de contrôle démocratique dans l'exécution des politiques de santé publique.

Notre colloque a pour ambition de provoquer un sursaut de l'ensemble des acteurs pour que les laboratoires retrouvent leur juste fonction et que l'intérêt général retrouve sa place au cœur de la politique du médicament.

